

LE *Mot* DIT



Volume 39 #1 Édition du 22 octobre 2013

1000 exemplaires connus

Le journal étudiant du Collège Édouard-Montpetit



On veut vos cerveaux !

Il faut sauver le MotDit de la Zombification !

Emmanuelle Corneau Coulombe

Un grand sage a dit un jour : «Le CEGEP, c’est soit les deux pires années de ta vie, soit les sept meilleures !» Et, sans blague, il avait peut-être raison. Le fait est que le passage au collégial peut être une épreuve ardue et pénible que l’on traverse de peine et de misère, tel un zombie qui en perd littéralement des bouts ou bien il peut être rendu beaucoup plus agréable, voir mémorable, par une participation active à la vie étudiante, soit dans l’armée de résistance contre les zombies.

Qu’est-ce que ça implique ? Tout simplement de rencontrer d’autres gens qui ont des intérêts communs et de vous joindre à leurs activités. Jusque-là, ce n’est pas trop mal, hein ? Il existe une variété d’organismes étudiants qui pourraient vous aider à atteindre ce but, dépendant des intérêts dont il est question. Des affiches dans les corridors vous indiquent les noms de ces organismes et où vous pouvez

les trouver ! Il y a aussi une rubrique dans l’agenda qui en fait la description. Enfin, si vous avez des questions, vous pouvez vous adresser directement à leurs membres sur place, ou, si le local n’est pas ouvert à ce moment-là, il y a fort probablement quelqu’un au local de l’AGE-CEM qui peut vous renseigner. Si vous avez une idée d’organisme qui pourrait intéresser la communauté étudiante et sauver certains de ses membres d’une zombification certaine, c’est aussi là qu’il faut aller, pour qu’on vous guide à travers le processus de création !

Mais pour que ces organismes survivent et que leurs activités puissent avoir lieu, il faut que des membres s’impliquent et apportent leur contribution, que ce soit par leur présence, leur participation ou, dans le cas de ce journal, que vous tenez dans vos mains, leur apport en contenu ! Comme vous avez pu le constater, il est plutôt maigrelet et il a fallu une ÉTER-

NITÉ avant qu’il soit publié cette session-ci, la honte ! C’est que le MotDit a une fâcheuse tendance à dépérir quand les étudiants négligent de le nourrir. C’est généralement ce qui arrive quand il y a trop de zombies et pas assez de cerveaux en circulation dans les couloirs.

Le MotDit est en ce moment pour ainsi dire presque mort. On le maintient artificiellement en vie par la volonté d’une poignée d’individus qui refusent obstinément de le laisser crever et sombrer dans l’inexistence. Mais cet acharnement thérapeutique est plutôt insatisfaisant. Toutefois, cet état de fait n’est pas incurable, il existe un remède et celui-ci est entre vos mains. Pour vivre, le MotDit a besoins de cerveaux aptes à produire du contenu... Et non seulement les zombies ne produisent pas de contenu, mais en plus, ils ont la vilaine manie de dévorer les cerveaux dont nous avons besoin pour sauver le MotDit.

En effet, maintenant que nous avons un budget nous permettant de le publier, pour sauver notre chétif MotDit d’une longue et pénible agonie, nous avons besoins de contenu afin de lui redonner une constitution solide et vigoureuse. Il nous faut des gens créatifs pour remplir ses pages de mots et d’images et pour assembler le tout de manière cohérente et visuellement agréable. Bref, vos articles, histoires, poèmes, opinions, caricatures, bandes-dessinées, critiques, jeux de mots pourraient s’y retrouver pour peu que vous preniez la peine de nous les apporter au F-045 (si vous êtes assez courageux pour braver les hordes de zombies) ou de nous les envoyer par courriel si vous êtes plus craintifs.

Si vous étudiez en multimédia ou que vous avez tout simplement de la facilité à utiliser des logiciels tels que Photoshop et InDesign, alors vous êtes peut-être LE sauveur que nous attendions pour mettre tous les morceaux aux bons endroits afin que notre Journal ne ressemble pas à la créature du Dr Frankenstein.

Docteur, votre patient vous attend dans notre salle d’opération. C’est un local à droite en sortant des caisses de la cafétéria. Vous pourrez donc utiliser de la nourriture comme diversion pour distraire les zombies qui pourraient se trouver entre vous et la porte du F-045.

Avant d’entreprendre cette périlleuse traversée, vous pouvez contacter le poste 2286 pour vous assurer qu’il y aura quelqu’un dans le local pour vous ouvrir la porte et vous pourrez ainsi vous mettre en sécurité. En effet, la porte reste barrée afin d’empêcher les zombies de venir nous dévorer le cerveau pendant que nous sommes concentrés à produire du contenu ou de débrancher MotDit du respirateur artificiel en notre absence.

Telle est votre mission, si vous l’acceptez, bien sûr. Ce message ne peut s’autodétruire car notre budget ne couvre pas les explosifs ni les dispositifs incendiaires. Heureusement que les zombies ne lisent pas les journaux.



Bloc technique

Rédacteur en chef
FÉLIX LEFRANÇOIS-SABOURIN

Chef de pupitre
NICK JUSTE-CONSTANT

Trésorière
EMMANUELLE CORNEAU COULOMBE

Publiciste
VACANT

Éditorialiste
SÉBASTIEN MONTPETIT

Secrétaire général
VACANT

Secrétaire à l’externe
NICK JUSTE-CONSTANT

Directeur aux affaires étudiantes
VACANT

Directeur photographie
VACANT

Directeur artistique
VACANT

Directeur aux sports
VACANT

Correctrice en chef
VACANT

Correction
FÉLIX LEFRANÇOIS-SABOURIN

Montage
GABRIEL LAMARRE
EMMANUELLE CORNEAU
COULOMBE

Couverture
FÉLIX PERRAS

Le journal Le MotDit est le journal des étudiants du collège Édouard-Montpetit, créé en 1975 et publié grâce à une subvention fournie par l’Association générale des étudiants du collège Édouard-Montpetit. Il est distribué gratuitement toutes les deux semaines à l’intérieur du cégep.

Le Journal étudiant Le MotDit inc. est une corporation sans but lucratif fondée par les étudiants en 1977.

Ses bureaux sont situés au 945 chemin de Chambly, local F-045 (cafétéria), Longueuil, QC, J4H 3M6
Tel: (450) 679-2631, poste 2286
Fax : (450) 646-6329
Courriel : journal.etudiant.le.motdit@gmail.com

Les propos contenus dans chaque texte sont la responsabilité de l’auteur et ne reflètent pas nécessairement l’opinion de la rédaction, sauf pour ce qui est de l’éditorial.

Dépôt légal, Bibliothèque Nationale

Impression : Payette & Simms

Volume 39 #1 édition du 22 octobre 2013
1000 exemplaires

Prochaine date de tombée :

4 novembre 2013

Prochaine parution :

6 novembre 2013

Parles-moi pas de la grève!

Sébastien Montpetit

Et oui, me voilà éditorialiste. Les habitués du journal savent probablement que je rédigeais des articles de sport l'année dernière. J'occupais officiellement le rôle de «directeur aux sports», poste créé sur mesure pour moi lors de la session d'automne 2012. Ce changement est dû au départ de plusieurs visages familiers du Motdit en Gabriel Lamarre, Étienne Bishop Carrier, Émile Fréchette et j'en passe. Il faut également dire que mes articles de sports semblaient se métamorphoser en textes d'opinion de toute manière...

La grève étudiante, un an déjà! Ça nous semble si loin pourtant. Plus particulièrement pour la cohorte «post-gréviste» à laquelle j'appartiens. Bien que certains de

mes collègues se soient impliqués dans la grève en secondaire 5, je pense que la majorité d'entre nous sommes demeurés loin de l'action. Nous nous sommes donc plutôt baignés dans l'ambiance derrière notre téléviseur. Alors, comment cela s'est-il réellement déroulé? Quels sont donc les héritages de cet événement historique qui a secoué le Québec?

Comme vous avez pu le constater, les événements se sont succédé à un rythme effréné. Les trois qui retiennent le plus mon attention sont les journées du 22 mars, du 14 mai et du 4 septembre 2012. Ces derniers démontrent clairement que l'union fait la force et que l'on peut changer les choses pacifiquement que l'on soit de riches hommes d'affaires ou de simples étudiants. Je suis persuadé

que si l'on m'avait dit, il y a deux ans, qu'une bande de cégépiens et d'universitaires allait, un jour, renverser un gouvernement, je me serais contenté de rire à gorge déployée. C'est toutefois ce qui s'est passé en 2012. La mobilisation étudiante n'a jamais été aussi forte dans l'histoire du Québec. Les leaders étudiants peuvent en être fiers. Et pas seulement les leaders...

Moi, en tout cas, je suis reconnaissant de la lutte qu'ont menée les associations étudiantes. Rappelons que, grâce à elles, nous subissons une augmentation des frais de scolarité inférieure de 184\$ par année par rapport à celle proposée par le gouvernement du Parti Libéral du Québec. En effet, l'indexation de 3% correspond à une hausse de 70\$ par année alors que la hausse du PLQ était de 254\$ par année. Mais tout cela a nécessité des efforts. La détermination des «carrés rouges», et ce, malgré les

lois contraignantes du PLQ et la brutalité policière, est finalement venue à bout de la répression. Ces jeunes ont réussi à forcer la démission d'une ministre, à faire tomber un gouvernement et même à mobiliser le reste de la population. Ce n'est pas tous les jours qu'autant de gens débarquent dans la rue en brandissant leurs casseroles.

Même si je ne prendrai pas position sur la grève ici, je pense que les carrés rouges peuvent être fiers de leur accomplissement. Je déteste entendre des gens dire : «Parles-moi pas de la grève.» ou encore «Les maudits carrés rouges». Ou pire encore, les étudiants qui décident, maintenant que nous avons gagné, de poursuivre leur association étudiante. C'est scandaleux! N'oublions pas que ces militants n'ont pas seulement fait «perdre» des sessions aux étudiants. Leur combat était tout à fait noble. L'éducation est sensée être une va-

leur au Québec, c'est pourquoi les gouvernements doivent passer de la parole aux actes. Et ceux qui négligent cette valeur et l'endettement des étudiants n'ont pas leur place au Parlement.

On parle sans cesse des systèmes d'éducation scandinaves qui, en offrant la gratuité scolaire, sont les meilleurs qui soient. Bien sûr, les impôts y sont plus lourds, mais c'est un choix de société et tous en sortent gagnants. Eux, ils ont compris comment contrer le décrochage scolaire et les difficultés que peuvent éprouver les étudiants issus de familles défavorisées. Ils sont des exemples à suivre en termes d'éducation, de réinsertion sociale et de programmes sociaux en général. Pourquoi alors avoir peur de s'inspirer de ces sociétés qui réussissent? Apprenons donc à mieux gérer les fonds publics et à définir réellement quelles sont nos priorités et nos valeurs

La grève en 15 dates

18 mars 2011 : Dépôt du Budget 2011-2012 du gouvernement Charest qui annonce une hausse des frais de scolarité de 1 625\$ sur 5 ans.

10 novembre 2011 : Manifestation de 20 000 à 30 000 personnes sous la pluie et le froid alors que plus de 200 000 étudiants font une journée de grève.

13 février 2012 : Début de la grève générale illimitée chez 500 étudiants de l'Université Laval et 4500 étudiants de l'UQAM.

16 février 2012 : Le Cégep du Vieux Montréal est le premier cégep à entrer en grève.

1er mars 2012 : Les étudiants du Cégep Édouard-Montpetit se joignent au mouvement qui commence à prendre de l'ampleur.

22 mars 2012 : Environ 200 000 étudiants participent à une

manifestation monstre au centre-ville de Montréal. On compte plus de 300 000 étudiants en grève à ce moment.

24 avril 2012 : Première manifestation nocturne à Montréal.

27 avril 2012 : Dépôt de l'offre du gouvernement Charest qui étale les hausses sur 7 ans.

14 mai 2012 : Démission de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

18 mai 2012 : Entrée en vigueur de la controversée loi 78 et du règlement municipal interdisant le port de masques lors des manifestations.

19 mai 2012 : Attaques informatiques du groupe Anonymous qui bloquent sept sites Internet gouvernementaux dont les sites de l'Assemblée nationale et du PLQ.

7 au 9 juin 2012 : Perturbations au Grand Prix automobile du Canada.

1er août 2012 : Jean Charest déclenche des élections anticipées qui auront lieu le 4 septembre.

15 août 2012 : Retour en classe au Cégep Édouard-Montpetit.

4 septembre 2012 : Élection du Parti Québécois en tant que gouvernement minoritaire et annulation de la hausse des frais de scolarité.



Critique du cours de sexualité humaine

Chat Mauve

Je vais vous confier un secret sous le couvert de l'anonymat. Je suis transgenre. À ma naissance, le médecin m'a sorti du ventre sanglant de ma mère (césarienne oblige), a donné un coup d'œil vers mes organes génitaux puis a annoncé à mes parents la naissance d'une jolie petite fille. Il a eu tort et, une vingtaine d'années plus tard, mes parents au désespoir se sont retrouvés avec un garçon.

Cela donne à toute ma vie un doux goût de scandale. Les gens se retournent sur mon passage quand je rentre dans une toilette publique, peu importe laquelle je choisis. Mes beaux-parents ont interdit ma présence aux soupers de famille. Ma mère tente avec acharnement de légiférer sur ma coiffure dans l'espoir qu'une longue chevelure en cascade lui rende sa chère fille. Je connais par cœur l'air désespéré qu'affiche la travailleuse sociale du CLSC quand je lui dis que je n'utilise pas le nom écrit dans son dossier, puis celui tout aussi alarmé de la sexologue qui se demande pourquoi c'est elle qui se retrouve à rem-

plir des papiers pour ma demande de prêts et bourses après que sa collègue ait flanché sous le stress.

C'est facile d'en rire après coup, mais c'est quelque chose qui me met en colère. J'ai une liste sans fin d'intervenants qui auraient dû m'aider et à qui j'ai dû tout expliquer. Il y en a qui n'ont même pas encore compris pourquoi me faire appeler «elle» me dérange.

C'est dur de comprendre son identité quand les gens comme toi sont considérés comme quelque chose de vaguement pervers dont il ne faut pas parler aux enfants. Arrivé au cégep, j'ai suivi le cours optionnel Sexualité humaine dans l'espoir de comprendre ce qui ne tournait pas rond avec moi. J'étais assez sûr de ne pas être hétérosexuel, mais il y avait quand même quelque chose qui continuait de ne pas marcher, qui faisait s'effondrer chacune de mes relations. J'ai été assez déçu. J'ai appris mille et une façon de faire entrer un pénis dans un vagin, quoi faire si le pénis ne rentre pas bien dans le vagin, si le pénis fait mal en entrant dans le vagin... Puis, on a eu un cours, un

seul, où pour être politiquement correct on a parlé d'homosexualité. Ils ont fait venir le groupe Gris qui envoi pour une heure des homosexuels jaser avec les jeunes, puis on a tout rebalayer sous le tapis pour se concentrer sur les vraies affaires : «C'est quoi la meilleure position pour entrer un pénis dans un vagin quand un des partenaires à un mal de dos?» Ça ne me servira peut-être jamais, mais je le sais.

Évidemment, on a parlé un peu de genre, beaucoup de Freud. On m'a expliqué en détail c'est quoi le complexe d'Oedipe, la phase anale et tout le fatras un peu douteux. Puis on a couvert en une minute, après m'avoir expliqué pendant 2 heures comment les gens «normaux» développaient leur genre, que les transsexuels c'est des gens qui se pensent de l'autre sexe que leur sexe assigné et généralement ces gens se font opérés les organes génitaux. En fait, on a parlé beaucoup des organes génitaux de ces personnes, on a écouté un documentaire sur comment exactement ils font modifier leurs parties génitales, mais jamais on ne s'est intéressés à leur vécu. Je n'ai évi-

demment rien compris. Je ne me reconnaissais pas dans la figure de cet ex-militaire à la carrure d'armoire à glace que je voyais à l'écran se faire poser des implants mammaires pendant que le chirurgien expliquait en détail la création chirurgicale d'un vagin. Je ne me suis pas non plus reconnu dans la figure du travesti (couvert sous la thématique des paraphilies), cet homme marié hétérosexuel qui aime bien porter de la lingerie féminine pour bander.

Je suis sorti de ce cours un peu déçu et assez tanné d'entendre parler de relations sexuelles pénis-dans-vagin.

Mais bon, je n'écris pas ce texte pour battre mon record personnel du nombre de fois que je peux écrire pénis et vagin dans un seul article de journal étudiant, quoique ce soit bien parti. J'écris parce que je suis en colère, parce que ce n'est pas correct de limiter tout ce qui ne se rapporte pas à l'hétérosexualité à un cours de 3h. Ce n'est pas parce que les gens s'identifient quelque part sous l'acronyme LGBTQ+ sont moins nombreux dans la salle de classe qu'ils ne méritent pas une éducation sexuelle aussi poussée que les autres. Ils méritent

de pouvoir se reconnaître dans les modèles de relations qui leur sont proposés. Ils méritent de savoir comment se protéger lors du type de rapports sexuels qu'ils auront. Ils méritent aussi que la documentation qui les concerne ait été mise à jour. Sérieusement, il n'y a plus personne qui utilise «pseudo-hermaphrodite» à la place de personne intersexuée depuis les années 80. C'est honteux. Les années 80, c'est aussi pas mal là qu'aurait dû rester Yvon Dallaire et la théorie «les femmes viennent de Vénus et les hommes viennent de mars».

Le cours de Sexualité humaine au cégep devrait valoriser la diversité et viser à rejoindre particulièrement les jeunes qui ont été laissés de côté par l'éducation sexuelle standard. Ça ne suffit pas de dire que quelque chose existe si on n'en parle jamais, si on ne montre jamais que ces gens existent, ont une vie en dehors d'une définition de trois lignes dans un manuel. Les personnes LGBTQ+ devraient depuis longtemps avoir leur place dans les exemples donnés, dans les études de cas, dans les situations traitées tout au long de la session. Ce n'est pas assez de les clôturer dans une seule séance de cours.

Déniveler vers le bas

Emmanuelle Corneau Coulombe

Le 7 septembre dernier, je lisais tranquillement mon édition du Devoir du samedi quand un article¹ m'a fait avaler ma gorgée de thé vert de travers. Il y était écrit que le Conseil du Trésor avait réévalué les tâches des profs de CÉGEP et les avait déclassés d'un rang, ce qui les ferait descendre du 22e au 21e échelon dans la grille de classement salarial de la fonction publique, soit un rang en-dessous de leurs collègues des cycles d'études primaires et secondaires. Or, il s'agirait de la seule catégorie d'emploi, parmi les 600 comprises au public et au parapublic à subir une telle dévaluation. Il y a de quoi être mécontent.

Cette rétrogradation ferait perdre à nos enseignants du niveau collégial jusqu'à 5% de leur salaire de base, équivalent à 3 ou 4 semaines de travail, selon l'ancienneté, et ne prendrait plus en compte la reconnaissance des maîtrises et des doctorats. Autrement dit « l'investissement personnel » dont le PLQ faisait l'apologie pour nous faire avaler une hausse des frais de scolarité l'an dernier viendrait de perdre instantanément toute sa valeur aux yeux de n'importe quel futur enseignant. En effet, il deviendrait alors plus « rentable » d'enseigner au secondaire, au primaire ou même en maternelle, ce qui ne demande qu'un baccalauréat, puisque ces postes n'ont pas encore été dévalués.

La réévaluation des tâches selon le Conseil du Trésor ne comprendrait que le travail d'enseignement effectué en classe, la préparation du cours et la correction des examens ou travaux scolaires. Elle ne tient aucunement compte du temps de disponibilité accordé aux étudiants

entre les cours, du nombre obligatoire d'heures de présence aux centres d'aide dans certaines matières, des comités de programmes, des réunions de départements et de toutes les autres instances et « activités parascolaires » qui tiennent nos profs occupés entre les cours.

Évidemment, cette perte de salaire ne serait pas applicable dès maintenant, puisque, Stéphane Bédard, le ministre responsable du Conseil du Trésor, a tenu à le préciser : « Comme la grande majorité des salariés du secteur public, les professeurs de cégep ont en poche une convention collective valide jusqu'au 31 mars 2015. Il n'est donc aucunement question que le gouvernement diminue leur salaire ».² Mais rien ne nous dit qu'elle ne sera pas mise sur la table dès la prochaine période de négociation de leur nouvelle convention dans environ 2 ans, puisque le conseil du Trésor est encore à l'étape de mener des travaux sur la « relativité salariale » dans une trentaine de catégories d'emploi (dont l'enseignement au collégial) qui n'ont pas de prédominance féminine ou masculine et qui n'ont donc pas été visés par les travaux sur l'équité salariale.

Évidemment, cette annonce a généré de vives réactions au sein des syndicats, dont la FNEEQ-CSN, qui a à son tour émis un communiqué³ dans lequel Micheline Thibodeau, la Vice-Présidente, répond entre autres ceci : « Les travaux de relativité salariale ont un seul objectif : fixer le rangement des catégories d'emploi dans la structure salariale du secteur public. Et c'est en ce sens que l'évaluation produite par les représentants du Conseil du trésor est profondé-

ment insultante. Ceux-ci refusent de reconnaître les diplômes de maîtrise et de doctorat, tout comme le travail qui se déroule à l'extérieur des salles de classe, qui est pourtant indispensable pour donner nos cours, encadrer nos étudiants et assurer la pertinence de l'enseignement collégial ». Les délégués syndicaux de la FNEEQ-CSN se seraient réunis en instance ce jeudi dernier pour voter des moyens de pression afin de faire comprendre au conseil du Trésor l'importance de leurs tâches en visant toutefois à ne pas nuire aux étudiants.

Mais l'article qui m'a le plus coupé le souffle, cette semaine, par son niveau d'aberration suprême est sans aucun doute celui du Journal de Montréal⁴ (quelle surprise !) qui rapporte les résultats d'une nouvelle étude de l'Institut Fraser selon laquelle on devrait abandonner l'actuelle façon de rémunérer les enseignants et les professeurs, soit par ancienneté et par diplomation, afin de plutôt les payer en fonction des notes obtenues par leurs élèves.

Donc, si on s'en fie à ces illuminés des chiffres, il faudrait que nos performances en classe affectent directement le salaire de ceux qui nous enseignent. Si vous ne voyez pas tout de suite vers quel mur cette étude se dirige à fond de train, laissez-moi vous expliquer pourquoi il vaudrait mieux y mettre un frein. Tout d'abord, parce que cette méthode a déjà été tentée aux États-Unis et que les résultats ont été désastreux. Ensuite, parce que c'est une invitation à peine voilée à rehausser de manière artificielle les résultats des plus cancrès et des moins doués pour s'assurer de garder un salaire à la fin de l'année. Les étudiants, sachant que les résultats seront gonflés, n'investiraient plus autant d'efforts dans leurs études et leurs travaux, puisque les moins appliqués recevraient quand même la

note de passage, alors à quoi bon, si on n'est pas obsédé par une cote R de futur médecin ? D'ailleurs, la cote R en question ne voudra plus rien dire du tout. Pire encore, rien ne dit qu'ils auront retenu quoi que ce soit de la matière enseignée avant d'être catapultés au niveau suivant sans être nécessairement prêts à le comprendre.

Plus douteux et fâcheux encore que mon précédent jeu de mot sur les trains serait le fait que ce sont les profs intègres et ceux travaillant avec des étudiants qui présentent des difficultés d'apprentissage qui seraient les plus pénalisés par une telle réforme du mode de rémunération. On ne peut tenir l'enseignant responsable du manque de motivation de ses étudiants ou des difficultés psycho-sociales qu'ils entraînent en classe depuis leur environnement familial. On ne peut leur demander de faire des miracles en leur mettant la menace d'une épée de Damoclès qui leur pendrait au-dessus de la tête en cas d'échec. Ce n'est pas une, mais bien trente à quarante personnes que cet enseignant doit guider tant bien que mal vers la réussite. Il s'agit d'être humains et non de bidules informatiques dont on transfère les données de l'une vers l'autre.

Manifestement, l'Institut Fraser déraile et ses subventions seraient plus utiles si elles étaient versées directement en éducation afin d'offrir plus d'outils aux enseignants afin de mieux accompagner leurs élèves vers la réussite. Si on valorisait enfin leur vocation et qu'on les écoutait au lieu de leur mettre des bâtons dans les roues à coups de réformes, de coupures de salaires, d'heures supplémentaires non payées et d'élèves toujours plus nombreux par groupe-classe, on n'aurait peut-être plus autant d'enseignants qui quittent la profession après seulement 5 ans d'expérience par dégoût et découragement.

Il faut cesser de blâmer les enseignants pour tous les échecs du système d'éducation et réaliser que la plupart des mauvaises décisions sont prises à des niveaux beaucoup plus hauts dans l'échelle bureaucratique. L'Institut Fraser propose de nous débarrasser des mauvais pédagogues alors qu'il nous en manque déjà que trop. À quand une étude qui proposera de rétrograder les mauvais gestionnaires ? J'aimerais bien les voir essayer de faire de la discipline dans une classe de 30 ados hyperactifs bourrés d'hormones, moi. Ça leur apprendrait peut-être où vont les répercussions de leurs mesures d'austérité, de mettre les deux pieds dans le milieu qu'ils s'apprennent à dégrader une fois de plus ; une fois de trop.

L'Éducation n'est pas l'industrie du bourrage de crânes à la chaîne et ne devrait pas non plus être un magasin de vente à pression où les enseignants reçoivent une commission pour chaque étudiant qui s'achète un diplôme et reçoit automatiquement la note de passage dans tous ses cours.

1 <http://www.ledevoir.com/societe/education/386906/baisse-salariale-en-vue-pour-les-profs-de-cegep>

2 <http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Septembre2013/09/c5416.html>

3 http://www.fneeq.qc.ca/fr/accueil/communiqués/communiqués_2013/cegep/Comm_012.html

4 <http://www.journalde-montreal.com/2013/09/09/profs-payés-selon-les-notes>

Écolo-rage au Din'Édouard

Emmanuelle Corneau Coulombe

En ce mercredi 28 août 2013, je suis allée au Din'Édouard avec ma gourde pour pouvoir profiter de la nourriture gratuite telle que promis sur ma page d'accueil Omnivox. À première vue, cet événement semblait faire la promotion de la vaisselle durable et d'une consommation responsable. Après tout, on y remettait un multi-ustensile réutilisable dans une variété impressionnante de choix de couleurs à tous ceux qui s'inscrivaient à une infolettre sur les activités environnementales organisées par le CLÉ en plus de donner un plat Rubbermaid compartimenté aux 75 premiers visiteurs. Sur le multi-ustensile, il y avait d'écrit « Cégep Vert : Excellence ».

Malheureusement pour moi, je suis arrivée un peu trop tard pour avoir droit au plat en plastique durable et c'est avec consternation que j'ai réalisé que les burgers et les hot-dogs du barbecue étaient servis dans des assiettes en styromousse et que les condiments étaient en sachets. Pour un dîner qui

se voulait être une promotion de choix écoresponsables, il s'agit d'un échec critique.

De un, le CLÉ et l'AGECEM se sont battus pendant des années pour faire disparaître la styromousse de notre campus puisqu'il prend des milliers d'années à se dégrader dans les sites d'enfouissement et que la plupart des compagnies de recyclage n'en veulent toujours pas. Les plats et assiettes de styromousse ont été bannis dans la majorité des organismes étudiants du collège et il est interdit d'y mettre les pieds avec un repas contenu dans un tel récipient. De plus, il a fallu des années de luttes et d'actions de perturbation et de conscientisation avant de réussir à faire en sorte que la cafétéria change son styromousse pour du carton. C'est un de nos plus vieux mandats d'Association à être encore appliqué à ce jour. Si après tant d'années le collège n'a toujours pas compris le message, on a un sacré problème de mémoire à Édouard.

De deux, les sachets de condiments, c'est un cas flagrant de suremballage alimentaire quand plusieurs autres options recyclables existent. On peut soit acheter des grosses bouteilles de ketchup, relish, moutarde et les utiliser telles quelles, quitte à mettre les restes dans un réfrigérateur d'association ou de syndicat ou encore acheter les gros formats économiques en conserves géantes et s'en servir pour remplir des bouteilles en plastique « écrasable » comme celles qu'on voit dans certains casse-croute. C'est sûr que ça demande un certain effort de les remplir et de les nettoyer, mais si certains restaurants le font à l'année, c'est forcément faisable, sans compter que ça génère beaucoup moins de déchets dans les sites d'enfouissement que des sachets qui contiennent une quantité souvent insuffisante de condiment par portion, ce qui fait qu'on est alors contraint d'en ouvrir et d'en jeter deux ou trois sinon plus par personne alors qu'une seule bouteille aurait pu servir des dizaines de fois avant d'être vide.

J'ai fait part de mes préoccupations au sujet de la vaisselle en styromousse à Mathieu Vailancourt, Secrétaire à l'Envi-

ronnement de l'AGECEM qui a d'abord semblé très surpris, puis m'a affirmé que c'était impossible, que ça devait être une erreur de ma part et qu'il s'agissait probablement d'assiettes biodégradables. Je me permets d'avoir un doute raisonnable. Je n'ai certes pas vu l'emballage des assiettes, mais il m'apparaît très improbable qu'elles aient été en amidon de maïs modifié pour ressembler autant à de la styromousse.

Un part de moi-même espère presque se tromper et recevoir une lettre du collège nous

demandant de publier un errata au prochain numéro. En attendant, je vais continuer de trouver ça ridicule. Il me semble que si on veut se targuer d'être un « CÉGEP Vert : Excellence », il faudrait au minimum faire attention à la styromousse et au suremballage. Sinon, on ne pourra se vanter que d'être un peu au-dessus de la moyenne. Quand on vise l'excellence, on ne fait pas les choses à moitié.

